

Suggested subject lines: Demande de rencontre en septembre // Demande de rencontre urgente // Demande de rencontre avec des membres de circonscription climatoconcerné-es // Demande de réunion avec des jeunes de [ville/circonscription] // Demande de réunion avec des électeur·rices de [ville/circonscription]

Cher/Chère [nom du député·e],

Alors que les événements climatiques extrêmes frappent de plus en plus durement l'ensemble du pays, une action urgente s'impose.

C'est pourquoi j'aimerais [nous aimerions] vous rencontrer pour discuter de la manière de réglementer les banques canadiennes afin qu'elles cessent de contribuer à la crise climatique. Plus précisément, nous aimerions vous demander :

1. De soutenir publiquement une motion, proposée par le député libéral Ryan Turnbull mais soutenue par des député·es des partis libéral, néo-démocrate, bloquiste et vert, qui demande au gouvernement fédéral d' « utiliser tous les outils législatifs et réglementaires dont il dispose pour aligner le régime financier du Canada avec l'Accord de Paris » [1].
2. Vos idées sur la façon de faire avancer la *Loi sur la finance alignée sur le climat* proposée par la sénatrice Rosa Galvez [2].

Une réglementation au niveau fédéral est essentielle car, bien que le Canada se soit engagé à respecter l'Accord de Paris, les banques canadiennes n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu en augmentant leur financement des combustibles fossiles. Depuis 2016, année de la signature de l'Accord de Paris, les cinq grandes banques canadiennes ont collectivement accordé plus de 1 000 milliards de dollars canadiens aux entreprises de combustibles fossiles. En 2022, RBC était le plus grand bailleur de fonds des combustibles fossiles dans le monde, tandis que Banque Scotia, TD, BMO et CIBC figuraient toutes dans le top 15 [3].

En finançant les combustibles fossiles, les grandes banques canadiennes alimentent la crise climatique, détruisent la biodiversité et bafouent les droits des peuples autochtones.

Comme vous le savez peut-être, le commissaire fédéral à l'environnement et au développement durable a constaté que le Canada est en retard sur ses homologues mondiaux en ce qui concerne la réglementation du secteur financier relativement aux changements climatiques. Son audit a conclu que le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), l'organisme chargé de réglementer et de surveiller les institutions financières du pays, devrait soutenir la transition des industries à forte intensité de carbone, comme les secteurs du pétrole et du gaz, car une économie à faible intensité de carbone favoriserait la stabilité financière à long terme [4]. En outre, les Nations Unies ont publié une étude qui propose une législation et qualifie le Canada de « juridiction à faible réglementation » qui s'appuie sur des mesures

volontaires pour aligner les investissements des entreprises sur une action climatique responsable [5].

La crise climatique exige une action d'une ampleur sans précédent, y compris de la part du secteur financier.

J'aimerais que nous nous rencontrions afin que l'on discute sincèrement de comment il est possible d'agir collectivement avec courage et détermination en réglementant les banques canadiennes pour qu'elles alignent leurs activités l'Accord de Paris et fassent partie de la solution, plutôt que d'aggraver les problèmes comme elles le font à l'heure actuelle.

Sincèrement,

Votre ou vos nom(s)

Sources :

[1] [https://www.noscommunes.ca/Members/fr/ryan-turnbull\(105480\)/motions/12396258](https://www.noscommunes.ca/Members/fr/ryan-turnbull(105480)/motions/12396258)

[2] <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/S-243/premiere-lecture>

[3] <https://www.bankingonclimatechaos.org/> (*disponible en anglais seulement*)

[4] <https://www.osfi-bsif.gc.ca/fra/fi-if/rg-ro/gdn-ort/gl-ld/Pages/b15-dft.aspx>

[5] <https://www.unpri.org/download?ac=17981> (*disponible en anglais seulement*)